

INTÉGRATION DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE DANS LES POLITIQUES DE SANTÉ EN AFRIQUE

ENJEUX, STRATÉGIES ET PERSPECTIVES POUR UN SYSTÈME RÉSILIENT

Introduction

**YEBEGA AMOUGOU
RALPH-AXEL,**
Politologue.
Université Catholique
d'Afrique Centrale.
yebega.amougou96@
yahoo.com

Les politiques publiques de santé en Afrique sont confrontées à des défis complexes et multiformes. Les systèmes de santé sont généralement sous-financés, coexistant avec une forte prévalence de maladies infectieuses et non transmissibles, ainsi qu'un accès limité aux infrastructures médicales modernes, ce qui génère une pression considérable sur les Etats africains. Dans ce contexte, la médecine traditionnelle, profondément enracinée dans les cultures locales et pratiquée par une grande partie de la population, émerge comme une alternative de soins, bien qu'elle demeure sous-exploitée dans le paysage sanitaire de ces États.

Toutefois, l'intégration efficace de la médecine traditionnelle dans les systèmes formels de santé reste un enjeu majeur. Le manque de standardisation, l'absence d'une réglementation stricte et la rareté des données scientifiques validant son efficacité et sa sécurité freinent son essor. Pourtant, sa valorisation représente une opportunité stratégique pour enrichir l'offre de soins, particulièrement dans les zones rurales où l'accès à la médecine conventionnelle est limité.

Dans cette perspective, la formalisation des savoirs de la médecine traditionnelle, la fabrication de médicaments découlant de ces savoirs apparaissent comme des priorités incontournables. Le développement des cadres réglementaires organisant et structurant la production de ces médicaments, l'assurance d'une bonne formation de tradi-praticiens, sont essentiels pour répondre aux attentes des populations, tout en renforçant la crédibilité et l'efficacité des systèmes de santé africains.

Cet article explore, d'une manière générale, les opportunités et les défis liés à la transformation de la médecine traditionnelle en une ressource structurée et durable, capable de contribuer de manière significative à l'amélioration de la santé publique sur le continent.

I. Contexte et état des lieux

1. Les défis des politiques publiques de santé en Afrique

Les systèmes de santé en Afrique subsaharienne sont confrontés à de nombreuses contraintes structurelles et financières. L'Agenda 2063¹ de l'Union Africaine place la santé au cœur de ses priorités, pour garantir un développement inclusif et durable en Afrique. Il insiste sur l'importance de solutions adaptées aux réalités du continent, notamment en assurant un accès universel à des services de santé de qualité. Dans ce cadre, la médecine traditionnelle, déjà utilisée par une grande majorité d'Africains, représente une opportunité essentielle pour élargir l'accès aux soins, surtout dans les zones rurales où les infrastructures modernes sont moins pourvues.

En s'appuyant sur les savoirs locaux, elle offre des solutions culturellement acceptées et financièrement abordables, contribuant ainsi à la prévention et au traitement des maladies transmissibles et non transmissibles, en parfaite adéquation avec les aspirations sanitaires de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Cependant, pour que la médecine traditionnelle puisse jouer pleinement son rôle, il est nécessaire d'adopter des politiques publiques adaptées.

Ces politiques doivent inclure des cadres réglementaires pour encadrer et certifier les praticiens, ainsi qu'un investissement accru dans la recherche scientifique, pour valider l'efficacité et la sécurité des plantes médicinales. En intégrant la médecine traditionnelle dans les systèmes nationaux de santé publique, tout en favorisant des partenariats entre les praticiens traditionnels et modernes, l'Afrique peut non seulement renforcer ses capacités sanitaires, mais aussi avancer vers une certaine souveraineté sanitaire. Cette démarche, en ligne avec les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, permettra de bâtir des systèmes de santé résilients et inclusifs, adaptés aux besoins spécifiques du continent.

L'insuffisance des infrastructures médicales et la pénurie chronique de personnels qualifiés entravent l'offre de soins. Dans plusieurs états, les dépenses de santé par habitant restent très en deçà des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé ; à titre d'illustration, le taux d'accès à l'eau potable sur l'ensemble du continent correspond à 30%². Par ailleurs, les inégalités entre les zones rurales et urbaines amplifient les disparités en matière de soins de santé, laissant une grande partie de la population

1 Union africaine. Agenda 2063 : *L'Afrique que nous voulons*. Union africaine, 2015, https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf.

2 Organisation Mondiale de la Santé (OMS). *World Health Statistics 2021: Monitoring Health for the SDGs*. World Health Organization, 2021.

sans assistance médicale suffisante (l'Afrique représente encore plus de la moitié des 5,4 millions de décès mondiaux des moins de 5 ans en 2017)³.

Les Etats africains sont également confrontés au double fardeau des maladies. D'une part, les maladies infectieuses tels que le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida restent prédominantes⁴. D'autre part, les maladies non transmissibles, tels que le diabète, l'hypertension et les cancers, connaissent une augmentation rapide due aux changements de modes de vie et au vieillissement de la population⁵. Ces contraintes systémiques rendent urgente l'exploration de solutions alternatives pour améliorer l'offre de soins.

2. Rôle actuel de la médecine traditionnelle

La médecine traditionnelle occupe une place de choix dans le système de santé informel en Afrique. Mise en œuvre par des tradi-praticiens et des herboristes, elle s'appuie sur un savoir empirique transmis de génération en génération⁶. Environ 80 % de la population africaine recourt à la médecine traditionnelle pour des besoins de santé primaire, surtout en raison de sa proximité culturelle, de son coût financier accessible et de la rareté des structures de santé modernes dans les zones rurales⁷.

Malgré cette assise socio-anthropologique significative de la médecine traditionnelle, celle-ci est souvent critiquée pour son manque de standardisation et de rigueur scientifique⁸. Des problèmes liés à la toxicité de certaines plantes, à l'absence de dosages précis et aux pratiques non éthiques ont été signalés, rendant urgente l'adoption d'un cadre réglementaire pour sa pratique.

3 UNICEF. *The State of the World's Children 2020 : Statistical Tables*. UNICEF, 2020.

4 UNAIDS. *Global AIDS Update 2022*. UNAIDS, 2022.

5 Organisation Mondiale de la Santé (OMS). *World Health Statistics 2021: Monitoring Health for the SDGs*. World Health Organization, 2021.

6 Ameenah GURIB-FAKIM, "Medicinal Plants : Traditions of Yesterday and Drugs of Tomorrow." *Molecular Aspects of Medicine*, vol. 27, n°. 1, 2006, pp. 1-93.

7 Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *Traditional and Complementary Medicine*. World Health Organization, 2019.

8 Gerard BODEKER and C. K. Ong. WHO, *Global Atlas of Traditional, Complementary and Alternative Medicine*, World Health Organization, 2005.

II. Enjeux de l'intégration de la médecine traditionnelle

1. Valorisation des savoirs endogènes

La médecine traditionnelle représente un patrimoine culturel et scientifique unique, témoignant de l'expertise ancestrale africaine en phytothérapie et en soins holistiques⁹. Sa reconnaissance par les systèmes de santé formels contribuerait à préserver et à transmettre l'ensemble de ses savoirs. Il est toutefois crucial, de mettre en place des mécanismes de protection des droits de propriété intellectuelle, pour éviter leur exploitation abusive par des tiers, notamment les grands groupes industriels pharmaceutiques¹⁰.

1.1. Produits traditionnels efficaces : entre savoirs locaux et impacts concrets, le cas du Cameroun

Les produits de la pharmacopée traditionnelle camerounaise continuent de prouver leur efficacité à travers des exemples concrets, qui allient tradition, innovation et savoir-faire local. Deux cas emblématiques illustrent cette dynamique : le « Bome François » et le « Ngul Be Tara ».

Le « Bome François », conçu par François Désiré Ekouma, innovateur anonyme, est un produit largement utilisé pour soulager les douleurs musculaires, les rhumatismes et les inflammations. Le « Bome François », nouveau produit phare de la médecine traditionnelle camerounaise, s'est retrouvé pourtant au centre d'une vive polémique entre son fabriquant et l'Ordre national des pharmaciens du Cameroun. Cette institution a critiqué la commercialisation du fameux baume, invoquant des préoccupations d'absence d'homologation et de conformité aux normes pharmaceutiques modernes.

En réponse, le fabriquant du produit a défendu son efficacité, issue de savoirs traditionnels et d'ingrédients naturels locaux, tout en dénonçant les campagnes de dissuasion menées pour décrédibiliser le baume auprès du public. Ces tensions ont entraîné des sanctions administratives et des restrictions visant à freiner sa diffusion, reflétant un conflit plus large entre la médecine moderne institutionnalisée et la médecine traditionnelle, pourtant indispensable pour de nombreuses communautés locales.

Malgré cet environnement hostile, le « Bome François » a su prospérer grâce à la confiance des populations envers la médecine traditionnelle, son accessibilité et l'efficacité de ses soins. En contournant les circuits pharmaceutiques classiques via notamment un réseau informel de distribution et un marketing direct, le produit a conquis un large public,

9 Ameenah GURIB-FAKIM, . "Medicinal Plants: Traditions of Yesterday and Drugs of Tomorrow." *Molecular Aspects of Medicine*, vol. 27, n° 1, 2006, pp. 1–93.

10 Organisation Mondiale de la Santé (OMS). *Traditional Medicine Strategy 2002–2005*. World Health Organization, 2002.

aussi bien dans les villes que dans les campagnes, pour les mêmes raisons d'opportunité susmentionnées.

Ce succès rend compte, d'une certaine manière, de la résilience de la médecine traditionnelle face aux pressions institutionnelles, tout en mettant en évidence le besoin urgent de politiques publiques inclusives pour encadrer et valoriser ces pratiques. À travers ce succès, le « Bome François » démontre que la médecine traditionnelle peut jouer un rôle clé dans les systèmes de santé africains, si elle est soutenue plutôt que marginalisée.

Concernant, le « Ngul Be Tara », mis au point par le docteur Peyou Ndi Samba Marlyse, il représente une autre innovation issue de la tradition. Ce médicament multi-usages, dont le nom signifie « la force des ancêtres » dans le groupe de langue Beti (Sud du Cameroun), est réputé pour ses propriétés curatives variées, allant du traitement des affections respiratoires à la gestion des douleurs chroniques et à l'accélération de la cicatrisation des plaies. Confectionné à partir d'un mélange complexe de plantes (allant de l'*Alstonia boonei* au *Guibourtia tesmannii*), ce produit est désormais reconnu bien au-delà de son territoire d'origine comme une solution naturelle et efficace.

Pendant la pandémie de COVID-19, le « Ngul Be Tara » a suscité une attention particulière au Cameroun, devenant un symbole de résilience et d'autonomie sanitaire dans un contexte de crise mondiale. Face à la saturation des systèmes de santé modernes, à la pénurie de médicaments et à la méfiance envers certains traitements conventionnels, de nombreux camerounais se sont tournés vers la médecine traditionnelle. Le « Ngul Be Tara », déjà reconnu pour ses propriétés curatives, a été largement utilisé pour soulager les symptômes associés au virus, notamment les douleurs musculaires, les inflammations et les congestions respiratoires.

Sa popularité s'est intensifiée grâce à des campagnes locales valorisant son efficacité et son rôle dans le renforcement de l'immunité. Toutefois, cette émergence subite d'un nouveau produit s'est également heurtée à des défis, notamment celui d'un manque de validation scientifique rigoureuse, des critiques sur son usage incontrôlé, et des tensions avec les autorités sanitaires modernes. Malgré cela, le « Ngul Be Tara » s'est imposé comme une solution accessible dans un contexte de vulnérabilité accrue, tout en relançant le débat sur la reconnaissance et l'intégration de la médecine traditionnelle dans les politiques publiques de santé. Il illustre ainsi la capacité des savoirs endogènes à répondre aux crises sanitaires, tout en mettant en lumière la nécessité d'une régulation et d'une collaboration avec les institutions de santé moderne.

Il serait judicieux, enfin, de faire cas de la reconnaissance par les autorités compétentes au Cameroun, des médicaments qui ressortent des capacités de tradi-praticien de Monseigneur Samuel Kleda, archevêque de

Douala. L'archevêque a suivi un processus de validation de ses médicaments assez spécial, il faut le dire, puisqu'il a été auditionné par les députés de l'assemblée nationale le 25 juin 2020, au cours d'une séance plénière spéciale. Il a reçu, le 08 juillet 2020, notification du Ministère camerounais de la santé lui indiquant que *« faisant suite à votre demande d'autorisation de mise sur le marché camerounais pour vos médicaments traditionnels améliorés dénommés "Adsak Covid, flacon et élixir Covid de 125 ml", j'ai l'honneur de vous faire connaître que votre dossier a reçu un avis favorable la Commission nationale du médicament, réunie dans sa session du 17 au 19 mai 2021¹¹ »*.

1.1.2 Le cas de L'Organisation Camerounaise de la Médecine Traditionnelle (OCAMET)

L'Organisation Camerounaise de la Médecine Traditionnelle (OCAMET) a joué un rôle central dans la reconnaissance, la structuration et la régulation de la médecine traditionnelle au Cameroun. L'une de ses actions majeures a été son plaidoyer en faveur d'un cadre juridique encadrant la pratique de la médecine traditionnelle.

Grâce à ses efforts de sensibilisation auprès des autorités publiques, une loi¹² a été adoptée pour réglementer officiellement ce secteur, garantissant ainsi un exercice plus sûr et mieux structuré de la médecine traditionnelle.

En parallèle, l'OCAMET s'est investie dans la formation et la professionnalisation des tradi-praticiens, mettant en place des séminaires et ateliers visant à leur inculquer des pratiques conformes aux normes sanitaires nationales et internationales. Cette démarche vise à améliorer la qualité des soins prodigués à la population et à réduire les risques liés à l'utilisation de traitements empiriques non contrôlés.

En outre, l'OCAMET a œuvré pour une meilleure collaboration entre la médecine traditionnelle et la médecine moderne, en encourageant la mise en place de passerelles entre tradi-praticiens et professionnels de santé conventionnelle. Ce rapprochement s'est notamment matérialisé par des initiatives favorisant l'intégration de la pharmacopée traditionnelle dans le système de santé national, avec des études menées en partenariat avec des instituts de recherche et des hôpitaux.

Par ailleurs, l'organisation a mené une lutte active contre les pratiques illégales qui exploitent la médecine traditionnelle à des fins frauduleuses, portant ainsi atteinte à la crédibilité du secteur. Des campagnes de sensibilisation ont été organisées pour informer la population sur les dangers des traitements non homologués et promouvoir le recours à des praticiens agréés. À travers ces actions, l'OCAMET s'affirme comme un

11 « Covid-19: Le remède de Mgr Kleda autorisé par le gouvernement camerounais - Un regard chrétien sur l'actualité » – *La Croix International*.

12 Loi N°2024/018 du 23 décembre 2024, qui encadre l'exercice et l'organisation de la médecine traditionnelle au Cameroun.

acteur clé dans la valorisation, la modernisation et la sécurisation de la médecine traditionnelle au Cameroun.

1.2. Autres exemples africains : une reconnaissance croissante des médecines traditionnelles

À travers l'Afrique, d'autres produits traditionnels témoignent de l'efficacité des pratiques médicinales locales. Au Sénégal, le Moringa, surnommé « l'arbre de vie », est utilisé pour ses nombreuses propriétés nutritionnelles et thérapeutiques. Ses feuilles, riches en protéines, vitamines et minéraux, permettent de lutter contre la malnutrition, tout en renforçant le système immunitaire et en régulant la glycémie. Ce produit est également employé pour traiter des infections et améliorer la digestion, s'imposant comme une solution clé dans les programmes de santé publique.

À Madagascar, l'*Artemisia annua* s'est imposée comme une solution naturelle pour lutter contre le paludisme. Plus récemment, cette plante a été mise en avant dans le « Covid-Organics », une boisson développée pour renforcer l'immunité face aux infections respiratoires. Bien que certaines controverses aient émergé quant à son efficacité contre la COVID-19, l'*Artemisia* demeure un exemple de remède local qui a su attirer l'attention internationale.

Le Burkina Faso, quant à lui, est connu pour le beurre de karité, traditionnellement utilisé pour protéger et hydrater la peau. Ce produit est également apprécié pour ses propriétés cicatrisantes, notamment en cas de brûlures ou de plaies, et pour son rôle dans la prévention des vergetures. Aujourd'hui, le beurre de karité est un produit phare de l'industrie cosmétique mondiale, générant des revenus importants pour les coopératives féminines locales.

1.3. Vers une reconnaissance scientifique et institutionnelle

Ces exemples démontrent que la médecine traditionnelle offre des solutions viables, souvent complémentaires à la médecine conventionnelle. Ils appellent à une documentation rigoureuse des pratiques locales, à des recherches scientifiques approfondies pour valider et perfectionner ces traitements, ainsi qu'à la mise en place d'un cadre réglementaire qui protège les droits des inventeurs et fabricants, tout en garantissant la sécurité des consommateurs.

En valorisant ces savoirs, les états africains peuvent non seulement enrichir leurs systèmes de santé, mais également participer à la préservation et à la transmission d'un patrimoine culturel et scientifique inestimable.

2. Sécurité et efficacité

L'intégration des médecines traditionnelles dans les systèmes de santé en Afrique peut aussi s'appuyer sur des exemples réussis d'autres régions du monde, telles que la Chine et l'Inde. En Chine, la médecine traditionnelle chinoise (MTC) est officiellement reconnue et intégrée dans les politiques publiques de santé. Ce modèle repose sur une réglementation stricte, un soutien à la recherche scientifique et un système éducatif structuré pour former des praticiens qualifiés. De même, en Inde, l'Ayurveda est institutionnalisée grâce à des centres de recherche et des universités spécialisées, démontrant que des cadres juridiques solides et des investissements ciblés peuvent transformer les savoirs traditionnels en solutions médicales fiables et accessibles.

Ces deux cas de figure offrent à l'Afrique l'opportunité d'une réflexion et d'une mise en œuvre des résolutions qui pourraient être prises, dans la perspective d'une valorisation accrue de la médecine traditionnelle. Toutefois, l'Afrique doit également prendre en compte les risques environnementaux liés à l'exploitation intensive des plantes médicinales, en mettant en place des programmes de conservation. Par ailleurs, le financement de cette transition pourrait provenir de partenariats public-privé, de subventions publiques et d'aides internationales adéquates. Ces mesures contribueraient non seulement à la préservation du patrimoine culturel africain, mais aussi à la création d'emplois et à la réduction de la dépendance aux médicaments importés, renforçant ainsi la souveraineté sanitaire et économique des pays du continent.

3. Cadre juridique et éthique

L'élaboration de cadres réglementaires relatifs à la médecine traditionnelle est essentielle. Ces cadres doivent inclure l'accréditation des praticiens, la certification des produits, ainsi qu'un corpus de normes éthiques pour assurer des soins de qualité¹³.

Par ailleurs, les politiques publiques doivent être inclusives, en associant les praticiens traditionnels aux processus de régulation¹⁴. La protection des droits des communautés qui détiennent ces savoirs traditionnels constitue à cet égard un point crucial. Les politiques publiques doivent inclure des mécanismes de protection de la propriété intellectuelle pour empêcher l'exploitation abusive de ces connaissances, par des acteurs externes, notamment les industries pharmaceutiques internationales.

13 Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *Quality Assurance of Traditional Medicine*, World Health Organization, 2003.

14 A. ABDULLAHI, ABUBAKAR, "Trends and Challenges of Traditional Medicine in Africa." *African Journal of Traditional, Complementary and Alternative Medicines*, vol. 8, no. 5 Suppl, 2011, pp. 115–123.

Il est également important de garantir le bénéfice direct et immédiat des profits générés par la commercialisation de produits issus de la médecine traditionnelle aux communautés locales, créant ainsi un modèle économique équitable et durable.

III. Formalisation de la médecine traditionnelle et mécanismes de production de médicaments

1. Création d'unités de recherche et de développement (R&D)

Le développement de laboratoires de recherche dédiés à la médecine traditionnelle est un prérequis. Ces laboratoires peuvent être créés en partenariat avec les universités, les instituts de recherche et les organisations internationales. Leurs objectifs doivent inclure l'analyse des plantes médicinales, le développement de médicaments standardisés et la documentation des connaissances locales¹⁵.

2. Établissement de normes et de standards

La création de standards de production est cruciale pour assurer la qualité, la sécurité et l'efficacité des produits issus de la médecine traditionnelle¹⁶. Cela implique l'élaboration de protocoles pour la culture des plantes, leur transformation et leur distribution. Par ailleurs, des programmes de formation et de certification des praticiens permettront de renforcer leur crédibilité et leur compétence¹⁷.

3. Partenariats public-privé pour la fabrication des médicaments

Les unités locales de production pharmaceutique peuvent jouer un rôle clé dans la fabrication des médicaments issus de la médecine traditionnelle. Ces unités doivent être soutenues par des investissements publics et privés, ainsi que par des incitations fiscales pour attirer des entreprises¹⁸. La collaboration entre les gouvernements, les ONG et les entreprises locales est essentielle pour garantir une production durable de médicaments issus de la médecine traditionnelle.

15 Ameenah GURIB-FAKIM, "Medicinal Plants : Traditions of Yesterday and Drugs of Tomorrow." *Molecular Aspects of Medicine*, vol. 27, no. 1, 2006, pp. 1–93.

16 Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *Quality Assurance of Traditional Medicine*, World Health Organization, 2003.

17 Gerard BODEKER and C. K. Ong. WHO, *Global Atlas of Traditional, Complementary and Alternative Medicine*, World Health Organization, 2005.

18 ABDULLAHI, A. ABUBAKAR, "Trends and Challenges of Traditional Medicine in Africa." *African Journal of Traditional, Complementary and Alternative Medicines*, vol. 8, no. 5 Suppl, 2011, pp. 115–123.

4. Gestion durable des ressources naturelles

La valorisation des médecines traditionnelles pose également des défis environnementaux.

L'exploitation intensive des plantes médicinales, si elle n'est pas régulée, peut entraîner une surexploitation des ressources naturelles, menaçant la biodiversité et les écosystèmes locaux. Pour prévenir de tels effets, il est essentiel de promouvoir des pratiques durables, telles que la culture contrôlée des plantes médicinales, l'instauration de quotas de récolte et la protection des espèces en danger. Des programmes de reboisement et des banques de semences pourraient également être mis en place pour préserver les variétés endémiques. En outre, la sensibilisation des communautés locales et des tradi-praticiens à la gestion durable des ressources est importante, pour garantir la pérennité des pratiques de médecine traditionnelle. Ces efforts conjoints contribueraient à faire de la médecine traditionnelle non seulement un pilier de la santé publique, mais aussi un moteur de la préservation de l'environnement.

5. Programmes de formation et de documentation

Le succès de l'intégration des médecines traditionnelles repose sur le renforcement des capacités des praticiens locaux. La mise en place de programmes de formation spécifiques pour les tradi-praticiens pourrait aboutir à la standardisation de leurs pratiques, en améliorant leurs compétences en matière de sécurité et d'hygiène. Sur le même plan, des collaborations avec des universités et des instituts de recherche peuvent faciliter le transfert de connaissances entre médecine traditionnelle et médecine conventionnelle. Cela nécessite également la documentation systématique des savoirs locaux, afin de préserver ce patrimoine et d'assurer sa transmission aux générations futures.

6. Communication et éducation des populations

Une stratégie d'intégration efficace nécessite une campagne de sensibilisation pour informer les populations sur les avantages et les limites de la médecine traditionnelle. Cette communication doit inclure des messages sur l'importance des dosages appropriés, la reconnaissance des praticiens accrédités, et les dangers des pratiques non réglementées. En renforçant la confiance du public, les états peuvent encourager une utilisation plus sûre et mieux encadrée de ces médecines.

IV. Bénéfices attendus pour les systèmes de santé en Afrique

1. Amélioration de l'accès aux soins

L'intégration de la médecine traditionnelle permettrait de réduire les coûts des traitements et d'améliorer l'accessibilité des soins, notamment dans les zones rurales¹⁹. Cette stratégie compléterait l'offre de la médecine conventionnelle et répondrait aux besoins immédiats des populations.

1.1. Impact économique et création de valeurs

L'intégration des médecines traditionnelles dans les politiques de santé pourrait avoir des retombées économiques significatives pour les pays africains. En stimulant la production locale de médicaments traditionnels, les Etats peuvent réduire leur dépendance vis-à-vis des importations coûteuses de produits pharmaceutiques, tout en créant de nouvelles chaînes de valeurs économiques. La culture et la transformation des plantes médicinales offrent des opportunités d'emplois dans les secteurs agricoles, industriels et commerciaux, favorisant ainsi l'autonomisation économique des communautés rurales. De plus, la fabrication locale de médicaments traditionnels pourrait encourager l'implantation d'unités de production pharmaceutique, attirant des investissements publics et privés. Cependant, pour maximiser ces bénéfices, des incitations fiscales et des subventions ciblées doivent être mises en place afin de soutenir les entreprises locales et d'assurer une production compétitive à l'échelle internationale.

2. Diversification et enrichissement de l'offre de soins

En s'appuyant sur une approche intégrée, la médecine traditionnelle pourrait fournir des solutions thérapeutiques adaptées aux réalités locales. Cela permettrait à la fois de diversifier les traitements disponibles et de promouvoir une prise en charge personnalisée et holistique des patients²⁰.

3. Autonomisation économique et sociale

La fabrication de médicaments traditionnels créerait des opportunités économiques, notamment en termes d'emplois dans la culture des plantes, la transformation et la distribution. En outre, elle renforcerait l'autonomie économique des Etats africains en réduisant leur dépendance vis-à-vis des importations de médicaments²¹.

19 Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *Traditional and Complementary Medicine*, World Health Organization, 2019.

20 Fennell, C. W., et al., "Assessing African Medicinal Plants for Efficacy and Safety : Pharmacological Screening and Toxicology", *Journal of Ethnopharmacology*, vol. 94, no. 2-3, 2004, pp. 205-217.

21 Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *World Health Statistics 2021: Monitoring Health for the SDGs*. World Health Organization, 2021.

4. Renforcement du tissu social et culturel

L'intégration des médecines traditionnelles contribue à renforcer le tissu social en valorisant les savoirs locaux et les pratiques ancestrales. En reconnaissant officiellement le rôle des tradi-praticiens, les politiques publiques peuvent rétablir la confiance entre les communautés locales et les systèmes formels de santé. De plus, cette démarche favorise l'inclusion sociale en donnant une légitimité aux tradi-praticiens souvent marginalisés. Cela permet également de sensibiliser les populations aux bienfaits de pratiques médicales combinant savoirs traditionnels et avancées modernes, tout en promouvant une identité culturelle commune.

V. Conclusion et perspectives

L'intégration des médecines traditionnelles dans les politiques publiques de santé en Afrique constitue une opportunité stratégique pour répondre aux défis structurels des systèmes de santé dans le continent. En exploitant ce riche patrimoine naturel et culturel, les états africains peuvent enrichir leur offre de soins, mais également renforcer leur souveraineté sanitaire.

Cependant, cette intégration exige des efforts coordonnés dans plusieurs domaines clés. Premièrement, la recherche scientifique doit être renforcée pour valider la sécurité et l'efficacité des pratiques et produits traditionnels. Cela inclut la documentation rigoureuse des savoirs locaux et la collaboration avec des institutions de recherche. Deuxièmement, un cadre réglementaire solide doit être établi pour garantir la qualité des produits et protéger les droits des tradi-praticiens. Enfin, des investissements conséquents sont nécessaires, pour développer une infrastructure industrielle apte à transformer les plantes médicinales en médicaments standardisés et accessibles à tous.

À plus long terme, l'intégration et la pleine maîtrise des usages de la médecine traditionnelle pourraient redéfinir les priorités des politiques de santé publique en Afrique. Elles contribueraient à réduire les disparités d'accès aux soins, à améliorer la qualité de vie des populations et à promouvoir un développement économique inclusif. Les futures recherches devront évaluer l'impact de ces politiques sur la durabilité des systèmes de santé, et explorer des modèles de gouvernance qui associent les communautés locales, les tradi-praticiens et les acteurs publics.

Ainsi, la médecine traditionnelle pourrait devenir un pilier central d'un système de santé africain résilient et adapté aux réalités du continent, tout en offrant une voie vers une souveraineté sanitaire et culturelle durable²². ■

²² Ameenah GURIB-FAKIM, "Medicinal Plants: Traditions of Yesterday and Drugs of Tomorrow." *Molecular Aspects of Medicine*, vol. 27, no. 1, 2006, pp. 1–93.